

SOLIDAIRES

Un CHS CT houleux qui démontre bien les tensions croissantes entre les personnels et l'administration . Les restructurations et les fermetures de services opérées à la hussarde par l'administration tant à la DDFIP qu'à la DGDDI ont créé beaucoup de mal être et de souffrance au travail que l'on retrouve bien évidemment dans cette instance privilégiée et avec une administration qui ne joue pas le jeu, le dialogue social devient des plus compliqués.

A l'ordre du jour nous avons le **Compte rendu par les médecins de prévention de l'action de la psychologue du travail.**

Nous avons demandé à plusieurs reprises lors des CHS CT précédents la présence de la psychologue du travail, afin que cette dernière nous fasse un compte rendu, anonyme bien évidemment, de ses interventions.

Le succinct compte rendu des médecins du travail nous laisse la désagréable impression que l'administration préfère que nous ne rencontrions pas la psychologue du travail lors de ces CHS CT . N'ayant pas de retour direct, faudra t il arrêter de subventionner ce type d'intervention, qui semble pourtant utile, la question risque de sérieusement se poser.

A l'ordre du jour également l'**examen des fiches d'incidents** . Aucune fiche n'étant remontée en Douane depuis le début d'année ce point-là a vite été bouclé. D'après l'administration ce manquement incomberait aux chefs de services qui doivent les faire depuis le 01/01/2017.

Le problème de toilettes et de la zone Schengen de l'aéroport Perpignan a aussi été abordé. Pour l'administration c'est l'aéroport de Perpignan qui ne veut rien faire. Il est vrai que ce dernier est maître d'œuvre en la matière et que la douane est le dernier de ses soucis. Si nos dirigeants avaient fait ce qu'il fallait en temps voulu peut être n'en serait on pas là. Et peut être que si nos collègues appliquent la réglementation telle qu'elle doit l'être les lignes vont bouger... et les dents grincer de part et d'autre.

Pour l'accès à la BSI de Narbonne c'est toujours l'Arlésienne, encore rien de fait. Il y a, à chaque fois, un intervenant qui se défausse ou qui est aux abonnés absents.

Il y a surtout pour nous une fâcheuse impression que l'administration via le PLI n'a aucune véritable envie de faire avancer le dossier (devis chiffré, réunions, etc...) se contentant de courriers ou mails en écran de fumée ou en se réfugiant derrière le fait qu'un nouveau portail a été installé.

Nous avons aussi invoqué **les problèmes de TMS de plus en plus présents dans les brigades** (port de l'arme, gilets pare balles, postures dans les véhicules, etc..) et avons demandé quelles solutions pourraient améliorer voire résorber ces problèmes.

Pour le médecin de prévention une meilleure condition physique des agents des brigades et pourquoi pas des heures de sport résoudraient considérablement ce genre de TMS.

Donc acte ; jogging et musculation pour tous sur ordonnance !

La question du HK, arme lourde, (livraison, habilitation, doctrine d'emploi, utilisation, etc...) a été posée au président du CHS (aussi DR des Douanes).

Il nous semblait que prévoir en amont la dotation de ces armes dans les brigades serait une bonne chose. Le DR de Perpignan attend la livraison pour en parler, livraison qu'il ne prévoit qu'après l'été. Tout est sous contrôle, on vous dit !

Le PAP directionnel n'ayant pas été décliné comme nous en avons fait la demande lors de la précédente réunion, nous ne l'avons pas examiné.

Ne disposant que d'un mi-temps, l'assistant de prévention dans la DR de Perpignan est voué à jouer les seconds rôles voire à faire de la figuration, « les urgences » directionnelles prenant systématiquement le pas sur tout le reste.

Ce poste n'est pas de ce fait une des préoccupations majeures dans la DR de Perpignan, alors qu'il le devrait et le manque de personnel n'est pas une excuse recevable, surtout à la DR de Perpignan.

Nous avons réitéré notre demande de poste **d'un vrai assistant de prévention à temps plein**.

Toutes ces choses mises bout à bout, beaucoup d'éléments nous manquaient pour examiner le budget , nous avons donc mis fin à ce CHS CT et demandé au président de revoir sa copie.

Les représentants Douanes de SOLIDAIRES FINANCES
Régis AUVRAY - Eric ERRE

